

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5882>



**L'ONU prend une première
mesure concrète pour qu'Israël
soit tenu responsable pour ses
violations des droits
fondamentaux des
Palestiniens**

BDS



FREEDOM
JUSTICE
EQUALITY

Date de mise en ligne : jeudi 28 septembre 2017

- BDS - Communiqués du BNC -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

27 septembre 2017 / par le Comité National BDS (BNC) palestinien / États Unis.

L'ONU prend une première mesure concrète pour qu'Israël soit tenu responsable pour ses violations des droits fondamentaux des Palestiniens.

Des rapports dans les médias d'aujourd'hui ont révélé que le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme à l'ONU a commencé à envoyer il y a quinze jours, des lettres à 150 sociétés en Israël et dans le monde, les avertissant qu'elles pouvaient se retrouver dans une base de données des sociétés complices qui font des affaires dans les colonies illégales israéliennes situées en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem Est.



Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme à l'ONU, serre la main des délégués avant l'ouverture de la 36ème session du Conseil des Droits de l'Homme au siège européen des Nations Unies. Crédit : Laurent Gillieron/AP

Ces lettres rappelaient à ces sociétés que leurs activités dans et avec les colonies illégales israéliennes se font en violation « du droit international et en opposition avec les résolutions de l'ONU ». Elles demandaient aussi que ces sociétés apportent des éclaircissements sur leurs activités.

Selon de hauts responsables israéliens, quelques unes de ces sociétés ont déjà répondu au Haut Commissaire aux Droits de l'homme à l'ONU qu'elles ne renouvelleraient pas leurs contrats ou n'en signeraient pas de nouveaux en Israël. « Cela pourrait se transformer en boule de neige », s'est inquiété un responsable israélien.

Parmi les 150 sociétés, environ 30 sont des entreprises américaines et un certain nombre viennent de pays dont l'Allemagne, la Corée du Sud et la Norvège. L'autre moitié représente des sociétés israéliennes, dont le géant pharmaceutique Teva, la compagnie nationale de téléphone Bezeq, la société de bus Egged, la société nationale des Eaux Mekorot, les deux plus grandes banques du pays Hapoalim et Leumi, la grande société militaire et

technologique Elbit Systems, Coca-Cola, Africa-Israel, IDB et Netafim.

Parmi les sociétés américaines qui ont reçu la lettre, il y a Caterpillar, Priceline.com, TripAdvisor et Airbnb.

On rapporte que l'administration Trump essaie d'empêcher la publication de la liste.

Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS, a fait ce commentaire :

« Après des décennies de dépossession des Palestiniens et d'occupation militaire et d'apartheid par Israël, les Nations Unies ont pris leur première mesure concrète et pratique pour assurer la responsabilité d'Israël pour ses continuelles violations des droits fondamentaux des Palestiniens. Les Palestiniens saluent chaleureusement cette démarche.

Nous espérons que le Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU restera inflexible et publiera la liste complète des sociétés qui travaillent illégalement dans et avec les colonies israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens, et élaborera cette liste comme demandé par le Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU en mars 2016.

Il est peut-être trop ambitieux d'attendre de cette courageuse mesure de responsabilisation qu'elle fasse réellement descendre Israël « de son piédestal », comme l'a demandé un jour l'évêque et leader anti-apartheid Desmond Tutu. Mais, si elle est correctement mise en oeuvre par l'ONU, cette base de données des sociétés complices de certaines des violations des droits de l'Homme par Israël peut augurer du début de la fin de l'impunité criminelle d'Israël. »

Le Comité National BDS (BNC) palestinien est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Source : [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France